



Jean-Michel Blanquer : "Les élèves doivent mieux connaître le monde de l'entreprise"



Entretien

Rencontre entre Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale, et Benoît Serre, vice-président délégué de l'Association nationale des DRH.

Durée : 7 min

Comment mieux articuler l'orientation des élèves aux réalités du marché du travail, aider les jeunes à décrocher des stages en entreprises, augmenter le nombre de contrats d'apprentissage et d'alternance... Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale, et Benoît Serre, vice-président délégué de l'Association nationale des DRH (ANDRH), évoquent les différentes pistes actuellement à l'étude ou déjà initiées, et insistent sur l'importance d'aller au-delà des clichés qui ont longtemps pesés sur la relation école/entreprise.

L'Express : Il y a quelques jours avaient lieu les premières universités Ecole-Entreprise à Poitiers : il est urgent de rapprocher ces deux mondes ?

Jean-Michel Blanquer : On ne part pas de rien, fort heureusement : je pense à la création des campus des métiers et des qualifications, soit 80 lieux en France en lien avec, notamment, des pôles de réindustrialisation, au développement de l'apprentissage ou au travail accompli dans le domaine de l'orientation. Mais avec l'université école/entreprise, nous franchissons une nouvelle étape, qui doit consacrer le fait que le sujet n'est ni tabou, ni de marginal au sein de l'Education nationale. Nous devons faire bénéficier au maximum à nos élèves d'une relation intense avec le monde du travail en général et de l'entreprise en particulier, aussi bien sur les enjeux d'orientation que sur ceux de formation et d'insertion.

Offre limitée. 2 mois pour 1€ sans engagement

En cette période de sortie de crise sanitaire, on constate une inadéquation forte entre les besoins et les ressources sur le marché du travail : est-ce la faute à l'orientation?

Benoit Serre : Cette crise a mis en avant un double phénomène : celui de cette



inadéquation des compétences aux emplois, alors même qu'on est en train de retrouver une activité qu'on ne soupçonnait pas. Le deuxième phénomène tient au fait que les entreprises sont rentrées dans une phase de transformation, accélérée du fait de cette crise, dans le domaine digital. Par conséquent cette inadéquation n'a fait que s'aggraver.

Comment y remédier ?

JMB. Les enjeux d'orientation doivent commencer le plus tôt possible. Au collège en particulier : on a pris des mesures qui commencent en classe de 4^e avec un dispositif prévoyant plus de 40 heures d'information, puis, à partir de la seconde, 54 heures annuelles. C'est une potentielle révolution qui commence à exercer ses pleins effets, d'autant plus que ces horaires relèvent d'une compétence partagée avec les régions, proches des réalités de terrain. Les entreprises et les institutions d'enseignement supérieur doivent parler très pragmatiquement des formations et des métiers.

C'est important de parler des métiers aux élèves alors qu'ils sont encore à des années de leurs débuts professionnels ?

BS. Les jeunes ont une perception assez éloignée de la réalité de l'entreprise. A nous de leur apprendre comment celle-ci fonctionne et agrège de multiples métiers et compétences. Inversement, vu de l'entreprise, il est très intéressant d'aller se confronter à un public jeune : c'est pourquoi les stages de 3^e ont beaucoup de valeur, non seulement pour les élèves, mais aussi pour les managers.

Une étude montre que les élèves réalisent leurs stages de 3^e dans des milieux qu'ils connaissent, souvent la sphère familiale. Comment élargir le champ des possibles ?

BS. Il faut que les entreprises s'engagent, par exemple en prenant contact au niveau local avec les acteurs de l'enseignement pour préparer ces stages de 3^e. C'est un partenariat concret, opérationnel, qui peut se faire partout, entre les différents enseignements, les lycées professionnels ou autre, et les entreprises présentes sur le territoire.

JMB. Oui il faut multiplier les occasions de connaissance de l'entreprise pour les élèves et pas obligatoirement pendant le temps scolaire. Lorsqu'on organise les "vacances apprenantes", on peut imaginer que l'une des dimensions consiste à vivre un stage d'expérience dans une entreprise. Nous avons également depuis plusieurs années une action ciblée pour les collégiens des quartiers politique de la ville, qui n'ont pas toujours de réseau, pour leur offrir des stages diversifiés et de qualité. Dans le développement de la relation avec une entreprise, il y a aussi cette grande priorité qui est la modernisation de notre lycée professionnel : une des conclusions de l'université école-entreprise, c'est d'aider chaque lycée professionnel à avoir plusieurs entreprises partenaires de manière systématique.

Vous avez aussi annoncé la mise en place d'un "guichet unique" dans chaque rectorat...

JMB. Oui, ça doit être la porte d'entrée pour les entreprises. Beaucoup travaillent déjà très bien avec l'Éducation nationale (et inversement) mais il y a aussi des établissements, notamment des PME, qui rencontrent plus de difficultés ou qui entretiennent parfois des clichés sur l'Éducation nationale, vue comme un sanctuaire impénétrable et immobile. C'est pourquoi il est important qu'elles puissent avoir, pour tout sujet qui les concerne, une personne qu'elles appellent et qui ensuite saura leur indiquer les bons interlocuteurs.

BS. C'est vrai, le fait d'avoir un guichet unique est indispensable car parfois, on ne sait pas par quel bout entrer dans l'Éducation nationale. Or quand vous arrivez à établir avec un lycée professionnel ou d'autres établissements du supérieur, un lien dans le temps



comme c'est déjà le cas dans les grandes écoles avec les chaires par exemple, vous créez un mouvement très fort. Petit à petit, les besoins de l'entreprise influent sans les dénaturer sur les maquettes pédagogiques des écoles ou des enseignements : c'est un sujet central de synchroniser la vitesse d'adaptation des maquettes pédagogiques au rythme de transformation des métiers de l'entreprise.

En ce qui concerne la formation en alternance, la France est-elle en passe de rattraper son retard par rapport à d'autres pays comme l'Allemagne ?

JMB. La dynamique est bel et bien enclenchée depuis 2018. L'une de mes premières mesures a été de dire à tous les principaux de France que l'évaluation de leur établissement ne tiendrait plus compte du nombre d'élèves qui partent en apprentissage ou en lycée professionnel, par rapport à ceux qui suivent la voie générale. Chaque élève doit pouvoir suivre la voie qui lui corresponde sans qu'il y ait un jugement de valeur. Nous avons également mis l'accent sur l'information puisque, désormais, toutes les voies sont présentées de manière équivalente sur le logiciel d'orientation Affelnet. Tout ceci a contribué à ce que, dès la rentrée 2019, nous enregistrons une hausse de 40 % d'élèves s'orientant vers l'apprentissage. La coopération entre le ministère du travail et le ministère de l'éducation nationale a été inédite pour permettre ces premiers progrès de l'apprentissage.

A terme, quels objectifs vous fixez-vous ?

JMB. Nous venons de passer le cap des 500 000 contrats d'apprentissage ou d'alternance, l'objectif est d'atteindre les 800 000. Sachant que nous partions, au départ, de 300 000 contrats, on peut estimer que nous tenons bien notre cap. D'autant que la crise du Covid, qui aurait pu avoir des effets catastrophiques, s'est finalement transformée en opportunité dans ce domaine.

BS. En 2020, au pire du confinement, le gouvernement a lancé un appel aux entreprises en faveur de l'alternance. Nous avons prouvé que nous étions capables de nous mobiliser quand on nous le demandait. Notre objectif est de continuer dans cette voie bénéfique pour l'emploi. Cela passe, notamment, par le maintien des aides accordées par le gouvernement aux entreprises pendant la crise du Covid.

Finalement, le rôle de l'école est-il essentiellement de préparer les élèves à un métier spécifique ? Ou bien n'a-t-elle pas une vocation beaucoup plus large ?

JMB. La mission première de l'école est de former un élève à être lui-même. De l'aider à accéder à des connaissances, à des valeurs, à une culture générale pour qu'il puisse bien vivre. Et bien vivre nécessite d'être à la fois une personne, un citoyen et avoir une activité professionnelle. Ces trois dimensions ne doivent jamais être opposées car les savoirs fondamentaux et les savoir-être ont des compétences pour la vie personnelle qui sont aussi indispensables dans la vie professionnelle. La vie d'un élève se déroule en deux temps : le premier, qui commence à la maternelle et se termine en fin de collège, est celui durant lequel se construit le socle commun de connaissances. Puis, à partir de la classe de seconde, commence la deuxième période, celle où l'on demande à l'élève de s'interroger sur ses propres passions et sur les sujets qu'il souhaite approfondir. Non pas une fois pour toutes, parce qu'il n'y a rien de plus terrible que de se dire que tout est figé à 16 ans, mais dans une logique d'approfondissement, et en gardant en tête la possibilité de bénéficier plus tard de passerelles. Nous vivons dans un monde où la formation, tout au long de la vie, est devenue nécessaire.

BS. Un collaborateur n'est pas quelqu'un à qui l'on demande uniquement de produire et de d'acquérir des compétences professionnelles. La maîtrise des fondamentaux - savoir lire, écrire, compter, travailler en groupe - mais aussi celle des règles de vie en société et du savoir être, sont évidemment essentielles. Lors des recrutements, j'ai l'habitude de dire aux candidats : "Ce que vous savez faire, c'est bien joli, mais ce qui m'intéresse



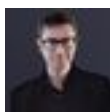
c'est surtout de savoir qui vous êtes. Parce que ce que vous êtes définira ce que vous serez au sein de l'entreprise". C'est la somme des deux qui donnera un collaborateur motivé, engagé et efficace.

Opinions

Chronique



Par Albert Moukheiber
Chronique



Nicolas Bouzou
Chronique



Par Cécile Maisonneuve, Senior Fellow auprès de l'Institut Montaigne,
conseillère auprès du centre énergie et climat de l'Ifri.
Chronique



Par Robin Rivaton

